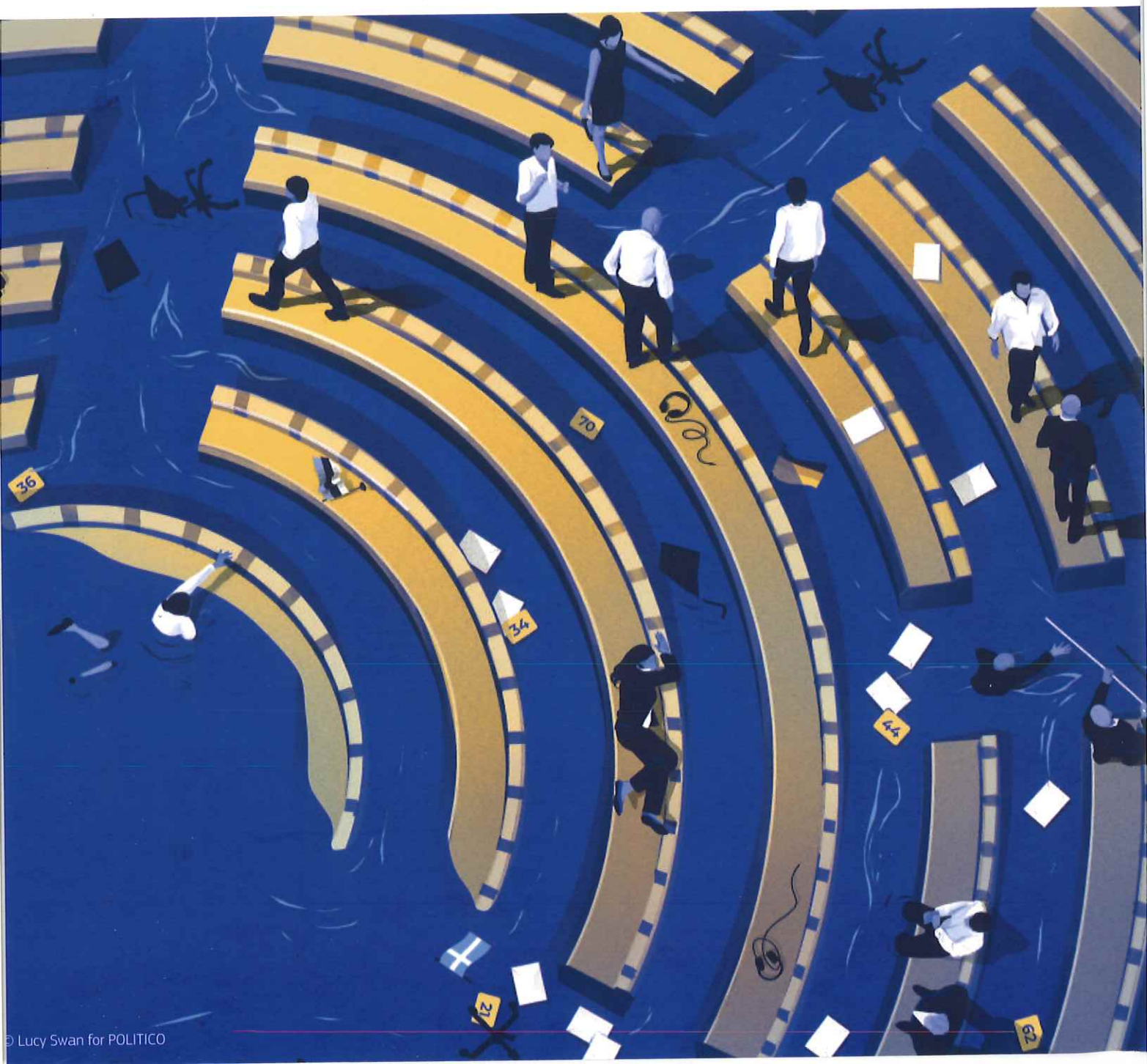


e EYES ON EUROPE

THE STUDENT
MAGAZINE
2019 - n°30
BILINGUAL
www.eyes-on-europe.eu

ÉLECTIONS EUROPÉENNES – QUELLE EUROPE POUR DEMAIN ?



EDITO

Chers lecteurs,

Dans quelques jours auront lieu les élections européennes. Partout en Europe, les citoyens européens seront invités à se prononcer pour les cinq années à venir. Parmi eux, un grand nombre de jeunes dont, nous, rédacteurs d'Eyes on Europe, faisons partie. Pour la majorité d'entre nous, ce sera la première fois que nous serons appelés aux urnes.

Lors de ces cinq dernières années, l'Union Européenne a navigué entre « crise » migratoire, réminiscence de la crise des dettes souveraines et crise de confiance généralisée envers ses institutions. L'Union Européenne semble, et c'est un euphémisme, en état de crise perpétuelle.

Et le futur ne s'annonce pas plus rose. Loin des lendemains qui chantent, les perspectives pour l'Union européenne s'assombrissent jour après jour. Les enjeux sont nombreux, les défis, immenses. Un défi en particulier retient notre attention: le défi climatique. A ce propos, le constat scientifique est autant limpide qu'alarmiste: nous fonçons droit dans le mur. Néanmoins, nous refusons de rester les bras croisés. Face au pessimisme de l'intelligence, nous opposons l'optimisme de la volonté. Face à l'inaction coupable de nos aînés, nous, les jeunes européens, avons démontré ces derniers mois notre capacité à se mobiliser et à influencer l'agenda politique. Face au plus grand défi de notre siècle, nous sommes, et c'est un autre euphémisme, « plus chaud que le climat ». Plus déterminés que jamais à nous retrousser les manches pour rendre notre planète vivable.

Dans ce numéro, nous vous faisons part de nos doutes, nos craintes. Mais loin d'être résignés, nous voulons surtout partager nos espoirs et nos utopies pour le siècle à venir.

Bonne lecture



SOMMAIRE

Laissez-nous rêver	4
The 2019 European elections' Spitzenkandidaten at a glance	6
Le processus des Spitzenkandidaten: La démocratie au coeur des traités	9
Fake news: De nouvelles mesures spécialement conçues pour les élections européennes	12
Le manque de sphère publique européenne à la lumière du débat sur le droit d'auteur	14
The political entrepreneurship of the Juncker Commission on the Energy and Environment Policy	16
EU Elections 2019 - the regional agenda of the EU Political Groups	18
Digital taxation out of sight: no agreement between member states	22
<hr/>	
The Green wave in the EU Elections	24
Greta Thunberg et le Parlement européen	26
Environment-Economy Nexus: What Rules Rulers?	28
Financement de la transition écologique: un plan Marshall pour le climat	31
Tête-à-tête with Yanis Varoufakis	33
Nos activités en quelques mots	35

LAISSEZ-NOUS RÊVER

Dans le cadre des élections européennes, les mouvements européens et européistes, composés surtout par des jeunes, se sont « réveillés » et ont commencé à manifester et à se battre pour qu'une nouvelle Europe voie le jour. Malgré un certain nombre d'exceptions, ces mêmes mouvements ont normalement été accueillis avec froideur et tachés d'être porteurs de visions « utopiques » qui ne mèneront à rien. On entend souvent dire : « La jeunesse, elle possède de beaux rêves qui restent, justement, des rêves. Mais si on veut vraiment obtenir quelque chose, il faut rester bien attachés à la réalité ».



Nous, on ne partage pas cet avis des « adultes ». Dans les limites du possible et de l'acceptable (pas de révolution genre prise de la Bastille) on ne devrait jamais dénigrer les « utopies », surtout parce qu'elles représentent probablement la meilleure façon possible d'obtenir des résultats concrets et durables. Il ne s'agit pas, en effet, de « rêver les yeux ouverts », mais d'agir en ayant les pieds sur terre et de grands projets dans la tête. Et aussi paradoxal qu'il puisse paraître, il existe au contraire au moins deux raisons principales pour affirmer ça.

En premier lieu, certains « beaux rêves » du passé sont devenus aujourd'hui de solides réalités. Au XV^{ème} siècle, Leonardo Da Vinci imaginait l'homme capable de voler grâce à l'aide d'une série d'incroyables machines qui étaient considérées bien bizarres à son époque. Pourtant, aujourd'hui l'avion est un des moyens de transport les plus utilisés et on peut arriver en Australie en approximativement 22 heures. Un exemple plus « politique » ? On a rêvé d'une quelque forme d'union parmi les peuples d'Europe depuis très longtemps, il suffit de penser aux vœux et projets de philosophes et écrivains tels que Mazzini, Victor Hugo, Emmanuel Kant. Tous ces hommes avaient préconisé

et souhaité la création d'une relation plus étroite entre les pays et les peuples d'Europe, dans l'espoir de guider le continent vers un futur de paix et prospérité. Et au-delà de la forme effective qu'elle a assumée, on y est arrivé. Qu'une utopie soit destinée à rester telle (et donc irréalisable) n'est pas du tout évident.

Mais au-delà de ça, il y a un autre facteur à prendre en considération. Bien qu'elle ne devienne pas une réalité, il faut pas sous-estimer la valeur et l'importance de ce qu'on a atteint en poursuivant une utopie. Cette idée est applicable dans nombre de situations et vaut la peine d'être explorée. En effet, il s'agit de considérer les résultats obtenus dans une perspective historique. Pendant la révolution industrielle, quand il y a eu l'émergence de la question ouvrière, les hommes, les femmes et même les enfants travaillaient une moyenne de 12-16 heures par jour, dans des conditions misérables d'exploitation et d'indigence.

À l'heure actuelle, malgré les problèmes qui persistent, (cela on ne peut mais surtout on ne veut pas le nier), les enfants ont la possibilité de fréquenter l'école, et des systèmes de protection sociale (pour faibles ou imparfaits qu'ils soient) comme le mécanisme de

la retraite ou le système national de santé ont été mis en place partout en Europe. Ces conquêtes, qui ne correspondent peut-être pas au projet initial, ont pourtant amélioré la vie de millions de personnes et créé un futur plus radieux pour tous. Et de tout ça, il faudrait être fier.

Mais, surtout, il ne faut pas oublier que c'est exactement ce mécanisme, le fait d'agir en ayant des idées encore plus « grandes » dans la tête, qui nous a mené jusque-là. Par conséquent, pour terminer notre petit discours, on voudrait revenir à Kant, qui observait comme « plus on améliore, plus on devient exigeant ». D'un côté donc, il ne faut pas se faire dévorer par la frustration relative, en dénigrant tout ce qu'on a accompli jusqu'à présent faute d'un égard d'ensemble, puisqu'il devient contre-productif (on arrête d'améliorer et on risque de perdre ce qu'on a déjà.). Au contraire, c'est exactement le moment où il ne faut pas baisser nos atteintes et

nos projets, mais si possible les agrandir. On doit être stimulé par ce qu'on a déjà accompli pour essayer de mieux faire.

Parce que le problème existe, l'UE doit être réformée et beaucoup. Mais il faut avoir du vrai courage dans les réformes, et ne pas se faire prendre par les critiques (c'est trop, c'est un rêve). L'histoire nous enseigne que l'utopie vaut la peine. Au lieu de dénigrer les rêves des autres, certains adultes pourraient au contraire s'inspirer des projets des jeunes et commencer à rêver, eux aussi, pour essayer de donner corps aux idées qu'ils ont dans la tête. Pour que l'utopie d'aujourd'hui soit la réalité de demain.

Beatrice Pepe, étudiante en deuxième année de relations internationales

THE 2019 EUROPEAN ELECTIONS' SPITZENKANDIDATEN AT A GLANCE

The Spitzenkandidaten procedure is intended to revitalise EU democracy and give European voters a say in picking the next Commission President. An introduction to the European parties' lead candidates running for the EU's top job.



European People's Party - Manfred Weber

In his economic agenda, the party family of European conservatives and Christian Democrats' nominee Manfred Weber counts on trade agreements and further removal of barriers inside the single market to converge living standards across Europe. Security is another priority of his programme. He aims to enhance it by strengthening border protection and more resolute return of migrants. Besides, the German is particularly concerned with the monitoring of the rule of law, which he intends to free from political pressure by creating an independent committee. Correspondingly, Weber

also supported the suspension of the Hungarian Fidesz party from the EPP, even though this change of mind came tardily by the CSU politician, whose party is traditionally well disposed towards Orbán. While the largest European party's lead candidate is supposed to have good chances to win the race for the Commission presidency, some obstacles might still cause him trouble. Thus, current office holder and party colleague Juncker has so far refused to publicly endorse Weber's candidature, and some fear that the Council will ignore the non-binding Spitzenkandidat procedure and nominate a different conservative for the job.

Party of European Socialists – Frans Timmermans

The centre-left and social-democratic Party of European Socialists' pick Frans Timmermans, current Commission's First Vice-President, proposes a traditional leftist agenda, including fairer taxation, affordable housing, minimum wages across Europe and a European unemployment insurance. Beyond that, the Dutchman lays emphasis on sustainability, e.g. by implementing the UN sustainable development goals and through a European CO2 tax, as well as on closing the gender pay gap. Moreover, Timmermans calls for a fair and common policy on migration and asylum, based on an effective control of European borders on the one hand, and the opening of safe and legal channels for migration on the other. Finally, the second largest European party's candidate promotes closer cooperation not only in the Economic and Monetary Union, but also in the EU's foreign and defence policy.

European Conservatives and Reformists – Jan Zahradil

This vision is not shared by the nominee of the currently third largest party in the European Parliament, right-wing European Conservatives and Reformists, home for parties such as the Polish PiS party and the Belgian separatist N-VA. The Czech Jan Zahradil, a well-known climate sceptic, puts forward a programme based on a decentralised and multi-speed Europe where member states remain strongly in charge of migration, currency and taxation policies. In his eyes, the EU's main mission is that of a front rank guardian of free trade, focusing on the single market and commercial policies. While parties beyond the EPP and the S&D, which used to dominate European politics so far, will most likely play a bigger role in the future, the Eurosceptic group might nevertheless be headed for troubled times in prospect of Brexit costing them their largest member party, the British Conservatives.

Alliance of Liberals and Democrats for Europe – «Team Europe»

The EU's liberal party, covering a large political spectrum from market-liberals and centrists over social-liberals to progressive parties, decided to oppose

the Spitzenkandidat process altogether and went for nominating a selection of seven candidates for the several EU top positions to be filled this year. The most prominent candidates on the list are former Belgian Prime Minister Guy Verhofstadt, Italian Emma Bonino, who is currently senator of Rome, and the European Commissioner for Competition, Danish Margrethe Vestager, who made her mark by going against the U.S. tech giants Google and Apple. The liberals have good chances of becoming the third largest group in the next European Parliament, even though this may hinge on Emmanuel Macron & La République en Marche's hesitation to join the group. Besides, major challenges lie ahead in agreeing on a common single agenda in face of diverging visions on EU policies and controversies between supporters and opponents of a federal Europe.

European Green Party – Ska Keller / Bas Eickhout

In best German Greens tradition, the European Green Party puts forward a gender-balanced Doppelspitze for the European elections, a co-candidacy by Dutchman Bas Eickhout and Ska Keller from Germany. Of course, their common programme is mostly based on ecological policies, pushing for a greener economy in the fight against climate change. This is however linked to a strong social agenda with demands for minimum wages, access to healthcare and a unified taxation system as well as plans for a more consistent European foreign policy, repealing the Council's unanimity rule. While the European Greens are currently riding on a wave of success and might even emerge as kingmaker in the selection of the next Commission president, they will most likely face difficult choices in looking for possible allies.

Party of the European Left – Violeta Tomič / Nico Cué

The European radical left followed the example of the Greens and nominated Slovenian Violeta Tomič and Belgian Nico Cué as co-candidates in the race for the EU's top job. Their programme offers a classic left-wing agenda of redistribution of wealth, especially by ending austerity policies across Europe. Moreover, their pacifistic agenda rejects the EU's military policies, the

export of war weapons as well as participation in the NATO. Regarding ecological sustainability, they urge to create a European fund for fighting climate change. In order to implement this vision of Europe, the candidates propose to change the European treaties accordingly. Beyond this common platform, LGBTQI activist Tomič will be responsible for the more societal issues during the campaign, while trade unionist Cué is to take on social and industrial matters.

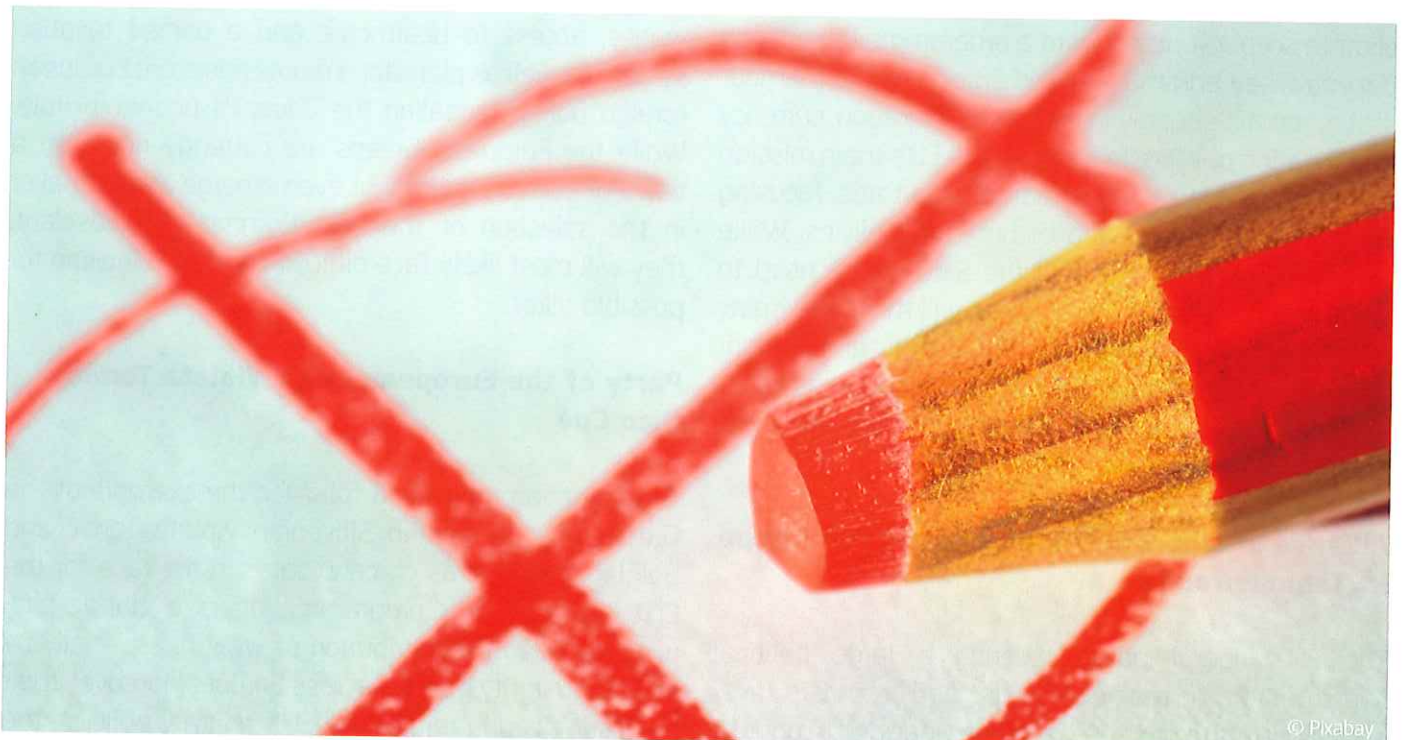
The aspirants, underdogs and newcomers of this year's election

The remaining smaller parties' Spitzenkandidaten are unlikely to play a big role in the choice of the next Commission President, let alone to have a chance to take up the post, but they include noteworthy candidates. Thus, Italian Vice-Prime Minister Matteo Salvini has high ambitions for the right wing and Eurosceptic Movement for a Europe of Nations and Freedoms, also home of French Rassemblement National, Austrian FPÖ and Dutch PVV. His success may also depend on his endeavour to fuse Europe's divided right-wing populists and nationalists into a single, continent-wide movement. The regionalist European Free Alliance, on the other hand, has nominated the Catalan Oriol Junqueras as lead candidate, who is currently being

held in custody charged with rebellion and misuse of public funds by the Spanish prosecution. In addition, in these elections voters will have the choice of several new pan-European and federalist movements, such as European Spring, led by former Greek finance minister Yanis Varoufakis, and Volt Europa.

Presented with a variety of party platforms of all political colours, ranging from traditional agendas to innovative newcomers, and a rank of Spitzenkandidaten including some of the most dazzling figures of European politics, European voters are certainly spoilt for choice when going to the polls this year.

Laura Schmeer is a master's student at the ULB's Institute for European Studies.



© Pixabay

LE PROCESSUS DES SPITZENKANDIDATEN : LA DÉMOCRATIE AU COEUR DES TRAITÉS

Le processus des « Spitzenkandidaten » (que l'on peut traduire par « candidats têtes de liste ») a été lancé en 2012 et s'inscrit dans le cadre de la désignation du président de la Commission européenne par le Parlement européen. Apparemment contraire aux traités européens, ce procédé offre toutefois des avantages démocratiques non-négligeables pour l'Union européenne. Ainsi, ce processus mérite une contribution, surtout à la veille des élections européennes de 2019, dans le cadre desquelles il trouve une place primordiale.

La désignation du président de la Commission européenne : une procédure aux principales mains du Parlement européen

À l'origine, la désignation des membres de la Commission, ainsi que de son président, relevait de la décision souveraine des États membres. En effet, chaque commissaire était nommé par le gouvernement de chaque État membre. Ensuite, le président était désigné d'un commun accord entre chaque État membre, parmi l'ensemble des commissaires. Progressivement, les traités ont été modifiés pour intégrer le Parlement européen dans cette procédure.

Avec le traité de Lisbonne (2007), la procédure de désignation du président de la Commission est devenue mixte, associant le Conseil européen et le Parlement. L'article 17, §7, al. 1, TUE, dispose en effet que : « En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat, qui est élu par le Parlement européen selon la même procédure ».

C'est à la lecture de cette procédure que le processus des « Spitzenkandidaten » doit être analysé. En effet, cette pratique remet complètement en cause la portée de l'article 17, §7, al. 1, TUE.

Le processus des « Spitzenkandidaten » : entre démocratie et respect du droit

En marge des élections européennes de mai 2014, le Parlement a adopté une résolution (2012/2829), par laquelle il « demande instamment aux partis politiques européens de proposer des candidats à la présidence de la Commission et attend de ces candidats qu'ils jouent un rôle moteur dans la campagne électorale du Parlement, en particulier en présentant personnellement leurs programmes dans tous les États membres de l'Union [et] souligne qu'il est crucial de renforcer la légitimité politique du Parlement et de la Commission en liant plus directement leur élection respective au choix des électeurs ».

Pour le Parlement, le passage du terme « approuver » à « élire » par le traité de Lisbonne implique un choix parmi plusieurs candidats. Dans cette optique, toujours aux yeux du Parlement, le candidat à la présidence de la Commission présenté par le parti politique européen qui remportera le plus de sièges au Parlement devra être le premier à être proposé par le Conseil européen. Et c'est conformément à ces considérations que Jean-Claude JUNCKER, premier candidat du parti ayant obtenu le plus de voix (Parti populaire européen), a été élu président de la Commission le 22 octobre 2014 par le Parlement, après avoir été proposé par le Conseil européen.

Cette pratique nouvellement mise en place a suscité des controverses. En effet, si l'on s'en tient à la lettre des traités, le Conseil européen doit faire une proposition en tenant compte des élections au Parlement. Or, en considérant que le candidat à la présidence de la Commission présenté par le parti politique européen

qui remportera le plus de sièges au Parlement devra être le premier à être proposé par le Conseil européen, le Parlement impose en quelques sortes au Conseil européen la proposition que celui-ci doit faire. En outre, cette nouvelle procédure modifie l'équilibre institutionnel de l'Union européenne et augmente les risques d'une politisation accrue de la Commission, risques qui pourraient mettre à mal son rôle de « source d'expertise indépendante » et de « gardienne impartiale des traités ».

Et pourtant, force est de constater que ce processus joue en faveur de la démocratie, en permettant aux citoyens européens de directement désigner le président de la Commission. Cette nouvelle pratique permet ainsi de réduire l'écart qu'il peut exister entre l'Union européenne et ses citoyens, raison pour laquelle certains la qualifie d' « innovation constitutionnelle » ou d' « innovation démocratique ».

Points de vue des acteurs concernés : des intérêts divergents

Encore récemment, le Parlement a rappelé qu'il « sera prêt à rejeter tout candidat à la présidence de la Commission qui n'a pas été désigné comme Spitzenkandidat en amont des élections européennes » (P8_TA(2018)0030). La position du Parlement est claire : il opte pour le maintien du processus de « Spitzenkandidaten » au nom des impératifs de démocratie. C'est ainsi que le rapporteur du Parlement, Esteban GONZÁLEZ PONS (PPE, ES), a pu énoncer que : « L'UE doit être plus démocratique et transparente, ou elle cessera simplement d'exister. Le fait que les citoyens connaissent les candidats à la présidence de la Commission européenne avant les élections est un pas important dans la bonne direction ».

Quant au Conseil européen, « il n'est pas fondamentalement opposé à ce processus mais reste désireux de garder une marge de manœuvre face aux résultats électoraux à venir. Toutefois, il refuse



toute automaticité imposant de désigner forcément le Spitzenkandidat du parti politique étant arrivé en tête lors des élections européennes à la tête de la Commission» (Pierre QUÉNÉHEN et Inès FERRAND-PÉREZ, 2018).

Pour les partis politiques, ces derniers ne se privent pas de ratifier le processus. C'est ainsi que le Parti populaire européen, le Parti socialiste européen, les Conservateurs et réformistes européens, l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, les Verts européens et le Parti de la gauche européenne proposent actuellement des «Spitzenkandidaten» pour les élections européennes de mai 2019. Seul les groupes eurosceptiques et europhobes n'en proposent pas, contestant fermement ledit processus.

Conclusion

Il me semble que ce processus va manifestement à l'encontre des traités européens : «en tenant compte des élections au Parlement» ne signifie pas, de près ou de loin, «en proposant d'office le premier candidat du premier parti politique européen». En ce sens, je rejoins la position du Conseil européen. Toutefois, le Parlement européen garde la mainmise, puisqu'il lui revient, en définitive, d'élire le candidat proposé par

le Conseil européen. Et si ce candidat n'est pas un «Spitzenkandidat», le Parlement n'a aucunement l'intention de l'élire.

Ces considérations montrent à suffisance les rapports de force qui peuvent s'opérer au sein même des institutions de l'Union européenne. Plus fondamentalement, elles montrent que, au nom de la démocratie – valeur fondamentale de l'Union européenne –, la flexibilité est préférée, au détriment d'une révision lourde des traités constitutifs. Toutefois, cette pratique devrait, à mon sens, rapidement être ratifiée par les traités, car l'État de droit et le respect des procédures restent des valeurs européennes et des principes généraux du droit européen qu'il convient de respecter en toute mesure. Si des valeurs aussi floues que la démocratie permettent, du jour au lendemain, de passer outre les règles de révision des traités, sous prétexte que l'ensemble des institutions européennes adhèrent à une pratique, l'ordre juridique européen instauré par les traités sera bien compromis.

Alexandre Van Gyzezem est étudiant en Droit public et international (Master 1) à l'Université libre de Bruxelles

FAKE NEWS: DE NOUVELLES MESURES SPÉCIALEMENT CONÇUES POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

A deux mois des élections européennes, différents médias s'organisent pour éviter le risque de manipulation et la diffusion de fake news liées au scrutin. D'un côté, Facebook lance un dispositif de transparence en matière de publicités politiques au sein de l'UE. En parallèle, plusieurs médias issus de différents pays européens ont décidé de collaborer pour lutter contre la désinformation, et lancent conjointement la plateforme FactcheckEU.

La pilule amère du scandale de Cambridge Analytica lors du vote du Brexit reste difficile à avaler pour les Européens. Alors que les négociations continuent de battre leur plein et de donner du fil à retordre à Barnier&Cie, on se dit qu'on aurait simplement pu éviter cette situation de chaos en condamnant avec plus de fermeté les publicités politiques sur Facebook, et par conséquent peut-être éviter le Brexit. Si les soupçons de manipulation restent toujours à confirmer, on préfère prévenir que guérir dans les rangs européens. En octobre dernier, la Commission avait sommé Facebook de se plier à la réglementation européenne en matière de données privées et voulait interdire les publicités politiques sur le réseau social. Le message semble être bien passé chez Facebook, qui a dévoilé le 24 mars sa stratégie pour rendre son réseau plus transparent à l'approche du scrutin européen. Reste à savoir si le réseau social va réellement tout mettre en oeuvre pour ne plus commettre les mêmes erreurs que par le passé, ou s'il cherche simplement à se racheter et à redorer son blason auprès de l'opinion publique.

Désormais, les personnes ou les entités qui voudront diffuser des publicités politiques sur Facebook dans le cadre des élections européennes devront se plier à une procédure d'acceptation. Concrètement, le but est de vérifier l'identité de ces «publicitaires». Les entités devront communiquer leur nom, leur mail, un nom de domaine, leur téléphone et une adresse physique. Si elles ne répondent pas à ces critères de transparence, elles se verront dès lors interdire la publication de leur publicité. De plus, les utilisateurs auront la possibilité de découvrir qui se cache derrière les publicités. En cliquant sur un bandeau en haut à droite du message publicitaire, l'utilisateur pourra connaître qui a payé pour sa diffusion, le prix et même le nombre de vues.

Facebook régule donc les publicités politiques, mais ne semble tout de même pas encore prêt à faire une croix sur cette source de revenus alléchante...

Pour éviter la propagation de fake news, dans laquelle Facebook a joué un rôle majeur notamment lors des midterms américaines et des élections présidentielles brésiliennes, le réseau social annonce poursuivre les efforts entrepris depuis deux ans. Facebook veut traquer les diffuseurs de fausses nouvelles, en repérant les faux comptes qui sont responsables d'une grande majorité des fake news, et ce grâce à l'intelligence artificielle.

Facebook compte également poursuivre son partenariat avec différents médias internationaux pour lutter contre les fake news. Ce programme international de fact-checking, peu connu du grand public, fonctionne de manière très simple : Facebook rémunère des médias (Le Monde ou Libération, entre autres) pour vérifier des contenus soupçonnés d'être faux. Les médias sélectionnent ensuite les contenus qu'ils jugent intéressants à traiter dans leur journal, sur la base de leur ligne éditoriale, et rédigent finalement un article qui démontre que l'info est fautive ou erronée. Si ce projet semble émaner d'une bonne intention, on s'interroge tout de même sur les possibles conflits d'intérêts entre des médias qui clament haut et fort leur indépendance et qui font de l'objectivité leur maître mot, et des rémunérations octroyées par un réseau social dont la réputation est entachée de multiples scandales de propagande politique. L'efficacité d'une telle initiative peut également être mise en doute, tant le flux de fake news est perpétuel et éléphantinesque sur la toile.

Ce partenariat entre Facebook et d'autres médias n'est pas la seule initiative de fact-checking qui existe à l'heure actuelle. Un tout nouveau concept vient d'être lancé spécialement pour démanteler le vrai du faux dans les discours liés aux élections européennes: FactcheckEU. Cette plateforme, inaugurée le 18 mars, regroupe 19 médias européens issus de 13 pays différents avec un seul but commun: protéger le débat européen. FactcheckEU propose notamment aux utilisateurs de poser leurs questions quant au scrutin du 26 mai prochain, et se charge d'y répondre le plus complètement possible. Les réponses sont ensuite publiées sur la page en onze langues différentes, et classées en différentes catégories: politique, économie, migration... il y en a pour tous les goûts!

Mais ce n'est pas tout. La plateforme s'attelle aussi à vérifier et démentir les fausses informations qui circulent concernant les élections européennes.

FactcheckEU a été élaboré par CheckNews, le réseau de fact-checking de Libération qui a déjà fait ses preuves, ainsi que l'agence de design d'information

française Datagif. Au sein des médias partenaires, on retrouve Les Décodeurs (Le Monde), mais aussi Les Observateurs (France24), ou encore le site web irlandais TheJournal.ie. Si cette initiative peut servir la popularité des plateformes participantes, on veut croire en le bon-vouloir et la bienveillance de ce réseau, qui n'a finalement pas grand chose à gagner, si ce n'est susciter l'intérêt de la question européenne auprès des citoyens et améliorer leurs connaissances.

Même si l'efficacité et la popularité de ces nouvelles mesures restent encore à prouver, la voie semble toute tracée pour éviter fuites de données, propagande politique et autres scandales médiatiques, qui ébranleraient une Union Européenne déjà bien chancelante.

Elise Legrand, étudiante en journalisme



© Getty Images

LE MANQUE DE SPHÈRE PUBLIQUE EUROPÉENNE À LA LUMIÈRE DU DÉBAT SUR LE DROIT D'AUTEUR

Alors qu'il est indispensable pour une élection démocratique d'avoir des citoyens bien informés sur les enjeux politiques qui les concernent, la majorité des européens semblent rester avant tout dans leurs différentes « bulles médiatiques » nationales. Dans la campagne électorale des élections européennes actuelle, le débat autour de la directive sur le droit d'auteur est le meilleur exemple du fait qu'il manque toujours de sphère publique européenne.

Cette nouvelle réforme, adoptée par le Parlement Européen le 26 mars 2019, a polarisé la société allemande comme peu d'enjeux européens auparavant. Elle a été discutée pendant plusieurs semaines dans tous les grands journaux et la sphère publique en Allemagne alors qu'elle n'a suscité quasiment aucun débat dans le reste de l'UE. Comment ceci est-il possible et pourquoi alors une telle polémique au sein de la république fédérale ?

Les partisans de la réforme avancent que le droit d'auteur doit être rendu plus juste et adapté au 21^{ème} siècle, se félicitant que les artistes et les éditeurs de presse soient mieux rémunérés et protégés. Les opposants de la directive redoutent la censure et la « fin de l'internet libre ». Plusieurs parties de la directive sont controversées, en particulier l'article 17 (article 13 dans une version antérieure) qui obligera tous les « fournisseurs de service de partage de contenu » de négocier des licences payantes avec les ayants droits et de bloquer des contenus non-autorisés avant d'être téléchargés. Les opposants de la réforme craignent que tous les créateurs sur Youtube et d'autres plateformes seront en pratique forcés de mettre en place des « filtres de téléchargement » qui détectent et suppriment automatiquement les contenus qui ne sont pas couverts par de tels accords. Il demeure des incertitudes si les algorithmes seront capables de distinguer entre les véritables contrefaçons et des parodies ou d'autres contenus exemptés par la directive. Ainsi, la réforme du droit d'auteur est un projet très controversé et impactera bien plus de citoyens européens que seulement les « GAFAM », les géants numériques. Elle aurait donc mérité plus d'attention à travers l'Europe, particulièrement lors de la campagne électorale des européennes qui aurait été une occasion excellente d'en débattre davantage.

Un débat allemand sur un enjeu européen

Sur les sites web des activistes contre la directive, on peut lire que plus de 170.000 manifestants dans plus de 20 villes se sont mobilisés le 23 mars, quelques jours avant le vote au Parlement Européen. Mais quand on regarde de plus près où les grandes manifestations avaient lieu, on voit qu'elles étaient toutes en Allemagne (et à Vienne en Autriche). Dans les autres pays européens, par contre, le débat sur la directive était quasiment absent. En France, par exemple, les partis politiques appuient la directive quasiment à l'unanimité. Sur les sites des grands journaux français et belges, peu d'articles étaient publiés dans les semaines avant le vote. La plupart des articles sur la réforme du droit d'auteur qu'on trouve en ligne en français ou en anglais étaient publiés après l'adoption de ladite directive.

Le manque de sphère publique européenne

Certes, les Allemands se méfient particulièrement de toute sorte de censure potentielle pour des raisons historiques. Pourtant, on peut se demander comment est-il possible que la directive du droit d'auteur soit passée sous le radar des médias et des citoyens européens alors qu'elle aura un impact important sur l'utilisation d'internet une fois qu'elle sera transposée en droit national. Pourquoi les opposants de la réforme ont-ils échoué à passer d'un débat allemand à un débat de dimension européenne ?

Si la politique des institutions européennes commence à prendre plus d'espace dans les débats nationaux qu'il y a quelques années, il n'existe toujours pas de véritable sphère publique et médiatique au niveau européen. Ce déficit se manifeste en deux dimensions.

Premièrement, certains sujets comme la réforme du droit d'auteur intéressent les sociétés de certains pays plus que d'autres. Deuxièmement, ils n'existent que peu de médias européens communs qui pourraient diffuser le même contenu dans des pays différents et ainsi susciter des débats publics communs.

La chaîne Euronews qui traduit et produit ses émissions en plusieurs langues est la première chaîne de télévision pan-européenne. En faisant apparaître des députés européens régulièrement dans ses émissions politiques, elle rend la politique européenne accessible et sensibilise le public général pour les enjeux de l'UE. Les sites web de Politico et Euractiv donnent également la possibilité à tous les citoyens de s'informer gratuitement sur ce qui se passe en Europe et dans les institutions de l'UE. Par contre, la plupart des citoyens européens sont plus attachés à leurs médias nationaux et ne consultent pas ces ressources. Comme les débats publics nationaux diffèrent l'un de l'autre, chaque Etat membre reste coincé dans sa propre « bulle ». Dans le cas de l'opposition contre la réforme du droit d'auteur, les manifestants allemands étaient certainement frustrés d'avoir été si nombreux mais d'avoir mené une bataille tout seul en Europe.

Si les médias pan-européens n'attirent pas encore assez d'attention en dehors de Bruxelles et des milieux europhiles, peut-être qu'il reste la responsabilité des organes de presse nationaux de s'investir davantage dans la sphère européenne. Des portails comme le site d'information allemand « Spiegel Online » vise à

cibler une audience européenne et internationale en publiant certains articles en anglais, par exemple. Des coopérations entre organes de presse de différents pays européens comme la Leading European Newspaper Alliance sont une autre initiative.

Les élections européennes 2019

Toute campagne électorale démocratique a besoin de discours publics, de controverses, de débats sur les enjeux pertinents. Si les citoyens sont politisés, il est plus probable qu'ils s'intéressent aux politiques européennes et iront voter. Il est déjà bon signe pour l'Union européenne que non seulement la politique nationale mais aussi des projets de loi discutés au Parlement Européen soient débattus dans la sphère publique, comme la réforme du droit d'auteur en Allemagne. Pourtant, la démocratie européenne reste inachevée si une telle législation importante n'est pas discutée à travers tous les pays qui en sont concernés. Malgré quelques initiatives pan-européennes, il faut constater que pour les élections européennes de 2019, le souhait d'avoir une vraie campagne électorale dans une sphère publique commune reste bien éloigné en Europe. Tant que cela demeure la réalité, il semble difficile d'imaginer que les élections européennes seront acceptées par les citoyens comme davantage que des « élections de second ordre ».

Frederic Göldner est un étudiant de master à l'Institut d'études européennes de l'ULB.



THE POLITICAL ENTREPRENEURSHIP OF THE JUNCKER COMMISSION ON THE ENERGY AND ENVIRONMENT POLICY

Energy policy has been at the heart of the creation of a European community through the European Coal and Steel Community (ECSC) and the European Atomic Energy Community (EURATOM). However, member states' reluctance has long limited the competence of the European Union in this domain. The Juncker Commission has brought together climate and energy policies and gave special importance to this issue, returning it to the forefront of the European scene.

The European energy policy of the European Commission: a shift from technical power to entrepreneurial power

For a long time, the main obstacle to the deepening of energy policies in the EU has been the lack of formal power of its institutions. The treaty of Lisbon signed in 2007 provided the EU with article 176a which stipulated that the EU has competence in this area. However, it also points out that «measures [should] not affect a member state's right to determine the conditions for exploiting its energy resources, its choice between different energy sources and the general structure of its energy supply» (Treaty of Lisbon, 2007). Member state governments have been reluctant to transfer competences to the supranational level, but have recognized the importance to increase coordination on topics such as climate change or security of supply.

The lack of formal power did not prevent the EU from being active on the three former pillars of European energy policy: the internal energy market, the environmental policy and the security of supply. Many examples can be given. First of all, after the Russia-Ukraine gas crisis in 2006, the EU feared that it could affect its security of supply, as many Central and Eastern European countries are dependent on Russian source of gas. In 2006, the European Commission published the Green Paper 'A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy' that called member states to deepen the European energy policy on three objectives: sustainability, competitiveness and security of supply. A year after this green paper, in 2007, the Commission issued a Communication called «An Energy Policy for Europe» which aimed at «combating climate change, limiting the EU's external vulnerability to imported hydrocarbons». Another

example is «Energy 2020: A Strategy for Competitive, Sustainable and Secure Energy» (2010) or the «Energy Roadmap 2050» (2011).

The fragmentation of the energy domains into several pillars and the ever more complex interdependence of energy challenges (climate change, energy security...) have allowed the European Commission to leap into the breach in order to gain competence. The European Council is central in the energy domain, but is also dependant on the technical expertise of the Commission that has used it to influence the agenda and outcomes (Thaler, 2016). This influence, after the election of Jean-Claude Juncker, has been used to set up the Energy Union.

The Energy Union improves the coherence and deepens the energy and environment policy of the European Union

Juncker included a real energy policy project for the Commission in its top ten priorities during the election. The implementation of the Energy Union was made possible by several non-exclusive elements: first Central and Eastern Europe countries pushed for greater European energy integration (The Economist, 2014) and in particular on security of supply after the Ukrainian crisis of 2014. Second, the environmental problematic allowed to gain credit with public opinion at a time when populism was gaining importance in Europe. After his election, Juncker modified and clarified the structure of the Commission in order to add coherence. First of all, Vice-President Maroš Šefčovič has been in charge of setting up the Energy Union, and Commissioner Miguel Arias Cañete has been in charge of DG Energy and DG Climate, which until then operated separately, and often, in competitive manner.

This rapprochement now allows the two DGs to work together on policies that take into account the many pillars of the Energy Union.

In February, Maroš Šefčovič said: «Today, we launch the most ambitious European energy project since the Coal and Steel Community. A project that will integrate our 28 European energy markets into a single energy-dependent one (...) I am determined to make this Energy Union a reality.» (European Commission, 2015). On 25 February 2015, following this speech, the European Commission adopted the «Strategic Framework for a Resilient Energy Union, with a forward-looking policy on climate change» (European Commission, 2015). This project includes five mutually reinforcing «interdependent» dimensions that are designed to enhance energy security, as well as the sustainability and competitiveness of the energy sector: energy security, solidarity and trust; the full integration of the European energy market; energy efficiency as means of moderating demand; decarbonisation of the economy; research, innovation and competitiveness.

This strategy has been internally designed in a top-down process with a central role to Maroš Šefčovič and his cabinet. The division of labour between the Vice-president in charge of Energy Union and Commissioner Canete in charge of energy and climate

was a real novelty. DG Energy and DG Climate were working together to integrate their respective policies into the project. Furthermore, to support the project, the Commission intensified its exchange with national parliaments and organized an Energy Union Tour in summer 2015 to each member state capital.

The active entrepreneurship of the President and particularly the Vice-president were key factors in the success of the Energy Union, followed by external events such as the Ukrainian crisis or the growing importance of environmental issues. Energy and climate policies have become more coherent through a change in the EU's institutional organization. The creation of a new role for the Vice-President in charge of the Energy Union and the coordination of the Energy and Climate DGs under the same Commissioner played a major role. The success of the project will now depend on the next elected Commission.

Tennessee Petitjean is a master's student in International Relations at the ULB



EU ELECTIONS 2019 - THE REGIONAL AGENDA OF THE EU POLITICAL GROUPS

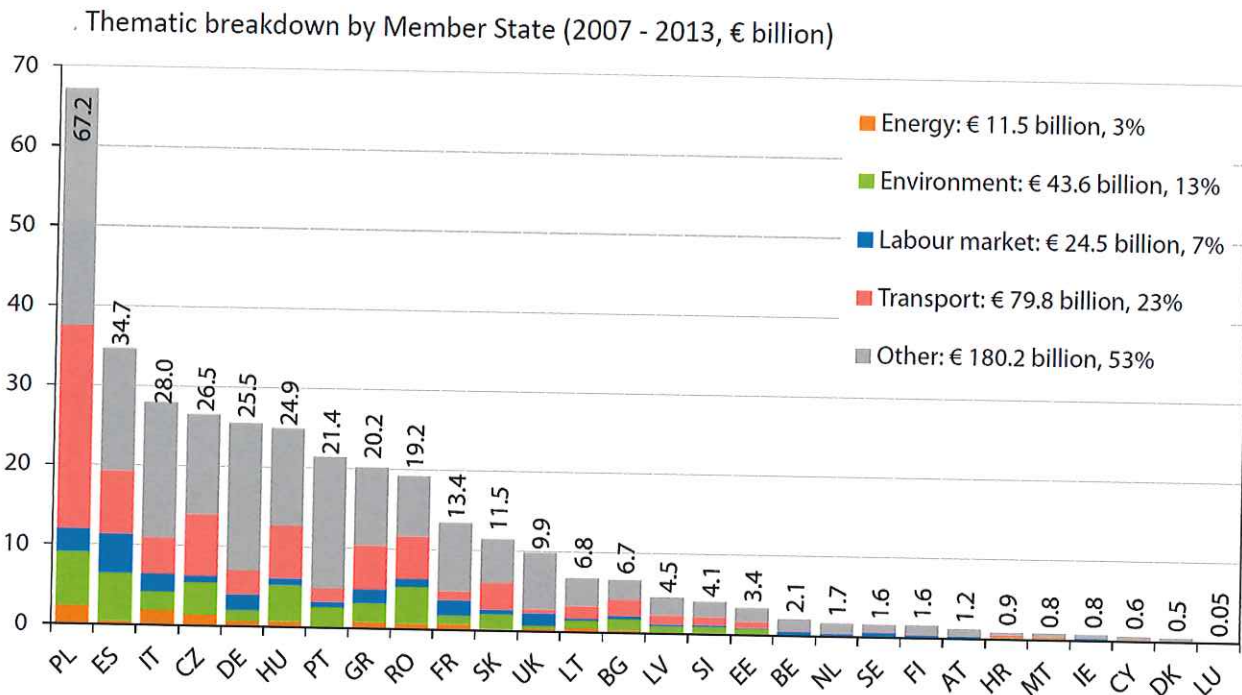
The European elections in May will be a key moment for Europe this year, and for the next decade. Let us analyse the pan-European political agenda of six important European groups, focusing on one of the most important and biggest EU policies: the European Cohesion Policy. We shall see how the political groups in the European Parliament (EP) would like to reform its funding and change the tools.

Quick reminder: what is the Cohesion Policy?

The Cohesion Policy is one of the most important policies of the European Union. It is a regional and urban policy that consists in lowering economic and technological disparities between regions and improving the economic well-being of its citizens. It represents more than one third of the total EU budget. Competitiveness and attractiveness of regions as well as assistance to regional and local employment markets are some of its priorities.

The Cohesion Policy's main tool is the Structural and Cohesion Fund (SCF), which is based on three different funds:

- The European Regional Development Fund (ERDF) is like a Robin Hood fund. It 'takes' money from the richer regions to 'give' them to the poorer. The point of these investments is to reinforce territorial cohesion and to lower the economic disparities between the regions, for instance, by building highways or supporting entrepreneurship.



Other: Innovation & RTD, IT services and infrastructure, Other SME and Business support, Culture, heritage and tourism, Urban and territorial dimension, Social Inclusion, Social infrastructure, Human capital and TA & Capacity Building

Note: Figure does not include € 7.9 billion from ERDF "Cross-Border" allocation.

Source: [European Commission](#)

- The European Social Fund (ESF) is the social face of the SCF. Its goal is to foster the labour market in member states (MS) and their regions to decrease the unemployment rate. The ESF can henceforth fund trainings or traineeships. The current ESF strategy is to reinforce regional competitiveness, employment and attractiveness for investment.
- The Cohesion Fund (CF) is the smallest fund of the SCF. It is uniquely allocated to the less developed EU regions in order to build trans-European transport infrastructure such as roads and railways, and to contribute to environmental protection.

Together with the Council and the Commission, the European Parliament is co-negotiating the budget and the strategy of these funds. A new EP composition may deal a new hand in those negotiations. But which ideas

does each political group support? The regulations of these funds are due to be reviewed before 31 December 2020 for the next European budget for 2021-2027 and negotiations for some funds are still ongoing. However, note that the case-by-case fund allocations only take place between the Commission, the member states and the regions. As such, it sometimes happens that not all projects are implemented and not all the money is spent.

The different political agendas of the European Groups

Here are the major changes that the European political groups would like to see in the post-2020 Cohesion Policy. We only focus on the seven EU political groups that currently chair in the EP Committee that drafts the CSG.

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE)

- Minimal decrease of the current budget for the SCF.
- Restrict the funds allocations to MS that do not respect the Rule of Law.
- More transparency in the use of EU funds and more fight against corruption.
- Use other indicators than the GDP to categorise the regions, such as unemployment rate.
- Boost spending in SMEs and microenterprises.
- Increase the efficiency, effectiveness and impact of the SCF with simpler rules and less administrative burden.
- Enhance the quality of public administration working with cohesion funds and have better governance, e.g. by using user-friendly and innovative IT tools.
- Improve the visibility and communication of the SCF to raise the citizens' awareness of its advantages.

The Greens/EFA

- Tackle excessive bureaucracy and improve access to EU funding.
- Refuse to combine the European Fund for Strategic Investment (the EFSI, a new fund for strategic investment) into the SCF because it is too much market-driven and would jeopardize the SCF.
- More focus on sustainable development, reduction of greenhouse gas emissions and use of renewables.
- Suspend ESI Funds for member states, which systematically violate the fundamental values of the EU.
- Continue the cooperation with UK regions after Brexit.
- GDP should be complemented by other indicators for the poorest regions.
- Environmentally harmful subsidies should be excluded.
- The Cohesion Fund should be phased out and integrated into the ERDF.
- The ESF budget should be increased.
- Fight the corruption related to the use of EU funds.

<p>European People's Group (EPP)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stop the European Commission's control over EU funds spending and give member states full responsibility for the good management of the SCF. • Cut EU funding for the member states who violate the Rule of Law as a last resort only. • Use the funds to make the regions more competitive and future-oriented. • Move towards simpler rules for less bureaucratic burdens on the regions and businesses. • Boost ESF spending in youth. • Fight poverty and social cohesion. 	<p>Socialists and Democrats (S&D)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Further involvement and engagement with citizens in the allocations of funds. • Use more funds to create quality jobs, and tackle youth unemployment, promote social inclusion, combat poverty and all forms of discrimination. • Reduce SCF red tape. • Use SCF to respond to climate change and migration. • Invest more in small businesses and start-ups.
<p>European Conservatives and Reformists (ECR)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Use the SCF to fight past communist policies that «brought poverty». • The cohesion budget should not be used to bribe countries into taking asylum seekers. • The SCF should not be used to punish member states for breaking the Rule of Law. • Target funding towards policies for economic growth. • Reduce budget and refuse any increase of the member states' contributions. 	<p>Gauche Unitaire Européenne/Nordic Green Left (GUE/NGL)</p> <ul style="list-style-type: none"> • More focus on the reduction of inequality and the fight against poverty. • Modernise the SCF taking into account the new budget, social dumping and reduced investment. • More transparency in the management of the funds. • Focus on parts of the population that have not benefited from these funds in the past. • Priority to the Cohesion Policy over neoliberal policies. • Reduce the administrative burden and make the management and implementation of the funds less complicated. • The European Commission should not monitor compliance. • Priority of national rules in the management of funds where possible.
<p>Europe of Freedom and Direct Democracy (EFDD)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stop SCF spending because it transforms the EU into a federal state. • Stop the «Keynesian-style spending splurge» of the SCF. • Stop the «Marxist» aspect of the SCF. • Less redistributions from the rich regions to the poorest regions. • Have less red tape. • Make the SCF more democratic and aligned on the sovereign national democracy. 	

Main findings

The only thing in common throughout the political spectrum is the wish to reduce bureaucratic and administrative burdens to make the SCF easier to use. Another popular demand is to make the EU funds more transparent in order to fight fraud, although opposed by the conservative and Eurosceptic groups (ECR and ELDD). Several groups, conservative and progressive, also agree on excluding member states that do not respect the Rule of Law from the EU funds. Right and centre right groups (ALDE and EPP) have the same idea of using the SCF in order to make the regions more competitive and attract private investors.

On the left side of the spectrum (S&D, GUE/NGL, Greens), common goals include the reduction of inequality, the promotion of social inclusion and the fight against poverty. Some groups, such as the ALDE or the Greens, want a status quo or an increase of the SCF budget, while others, such as the ECR or the ELDD, want to diminish it.

Finally, we find in both alt-right (ELDD), mainstream (EPP), and alt-left (GUE/NGL) groups the wish to narrow

the European Commission's control over EU spending and to give member states full responsibility of the good management of SCF.

Conclusion

The regional Cohesion Policy, with its Structural and Cohesion Funds, is one of the most important policies of the EU because of its huge budget and its distinct direct impact on the thousands of programs it finances in every region across the EU. The agendas for the Cohesion Policy of the different groups are not that surprising if we compare them to where they belong on the political spectrum. As we see, some groups have the same wishes, but there are also many differences. In the end, it is more up to the regions, member states and the Commission than to the EP to allocate the SCF spending case by case. Nevertheless, it ought to be important to look at these political agendas to know the main priorities and strategies of the European groups, and to keep them in mind when it is time to vote. By the way: do not forget to vote!

Robin Vanholme



© European Parliament

DIGITAL TAXATION OUT OF SIGHT NO AGREEMENT BETWEEN MEMBER STATES

Although European citizens call for a taxation on giant tech companies, the Council has now abandoned negotiations on a common directive. In fact, the initial proposal has been watered down to a maximum. The European elections may not bring a major change, but some hope still remains.

What an eye-catcher it would have been, just like GDPR or the Roaming Regulation. According to a study conducted in December 2018, more than 80% of citizens in six large member states (MS) supported the introduction of a fair tax on giant tech companies. Most of them believe that multinational firms such as Amazon, Google or Apple avoid taxes and that authorities do not force them to pay up.

Lately, the European Commission fined Google with a record amount of €4.34 billion, and the French government pushed Apple to pay back €500 million of tax money. Yet, these sporadic punishments do not change the bigger picture. First of all, our taxation system is outdated: each company pays its taxes in its country of residence. Whoever thought that IKEA would be Swedish and that Adidas would be German should not forget about their headquarters in the Netherlands. Secondly, by making profit from the use and sale of user data, digital companies have a fiscal and competitive advantage. "Whereas ordinary companies on average pay 23% of taxes in the EU, digital ones only pay 9%. We have to establish equal preconditions for both", states EU Commissioner Vestager.

What is more, tech companies operate on a global level and while they use and sell data of European "customers", they may not at all be taxed inside the EU. In principle, MS agree that a global regulation and taxation approach is necessary, especially since digital information is becoming more and more important. But they are quarrelling on how this regulation should be set up to a point that they have now finally broken off negotiations. The digital service tax is currently blocked in the Council.

The facts so far

In March 2018, the European Commission issued a proposal on "Fair Taxation of the Digital Economy". At that time, several countries such as Austria, France and the United Kingdom already had concrete plans to introduce such a tax on their own. French finance minister Bruno Le Maire publicly defended a European approach and warned against unilateral legislations, claiming that "the poison of fiscal fragmentation will kill us all".

Anyway, it soon became evident that the European Commission overshot the MS' expectations. According to the directive, companies with total annual worldwide revenues of €750 million and EU revenues of €50 million would pay a 3% tax of the earnings made from data sale, online advertising and user interactions. The COM estimates that this tax would generate around €5 billion income. However, it triggered protests from several MS, such as Luxembourg, who feared a taxation of financial services, or Ireland, the home of Google's, Facebook's and Microsoft's European headquarters.

The arguments

Indeed, the initial proposal raised some concerns. For instance, the tax revenue would be distributed according to the users per country, thus larger MS draw a bigger advantage of such a regulation.

Moreover, since the tax mostly targets big US companies, some MS fear retaliation from the US government, which could heavily affect countries with export surpluses like Germany. It is true that US authorities frown upon latest European initiatives. When asked about Ms. Vestager, Donald Trump stated: "Your tax lady really hates the US." This is why a general approach by the OECD is favored and a so-called sunset

clause has been included. Hence, the directive would go out of force in 2025 if an agreement is reached at the OECD level.

In addition, the kind of data sale had to be further defined along the negotiations. For instance, German car producers collect a lot of user data and sell them to other companies. Should they be taxed as digital companies?

In November, the Council already took up negotiations in the plenary and the Franco-German couple declared the ambition to set the seal on them at latest by March 2019. On March 12, the Economic and Financial Affairs Council rejected the bill again, although the directive had already been watered down so much that data sale – the whole purpose of the project – was not even included anymore. The taxation would have only concerned ad sales and would have no longer triggered €5 billion income. Again, a progressive common denominator between the 28 MS was out of range.

May the European Parliament (EP) elections deal a new hand?

Technically, no. Tax matters are decided by unanimity in the Council and without the support of Ireland, Denmark, Luxembourg and Sweden the proposal will remain blocked. The EP does not have a say and majorities after elections will not affect further decisions.

On the other hand, the EP is the only democratically legitimate institution and it is supposed to represent public opinion. This feature empowers the EP to put pressure on the Commission and the Council. For instance, in June, the EP set up a committee on financial crimes and tax fraud. Such reactions are important, not only to gather technical information but also to show

that the EU is working on such issues. In its opinion last December, the EP issued a list of taxable services and lowered the threshold of minimum taxable revenues from €50 million down to €40 million. What strikes the most is that an overwhelming majority of 451 parliamentarians adopted this opinion, going way beyond the watered-down directive of the Council.

Although there seems to be a big majority in favor, the distribution of seats in the next EP may change these circumstances. By majority, negative votes in the EP were issued by the extreme right, namely the EFDD and the ENF, and the latter is even going to almost double its number of seats. The entire Socialists & Democrats faction adopted the opinion, but their influence will definitely shrink after the elections. It is too soon to make assumptions about the outcome of the elections, nevertheless, it is also gullible to think that the future parliament composition will increase the majority in favor of a tax on giant tech companies.

In any case, it is necessary to push for a common solution. Austrian finance minister Hartwig Löger warned: “11 MS have already introduced taxes on digital services, others will follow soon if we are unable to agree.” Besides the European elections, there will also be national elections, for instance, in Belgium and Denmark, where governments were neither very supportive of the bill. And since countries like Spain and the UK have announced to introduce a digital service tax, it is sure that the discussion will pop up soon again in the Council. Hopefully next time MS will close ranks before further fragmentation damages the Single Market.

Niklas Franke is a master's student at the ULB's Institute for European Studies and editor-in-chief at Eyes on Europe



THE GREEN WAVE IN THE EU ELECTIONS

In Europe, public support for fighting climate change has gained momentum over the last months. Environmental concerns made it to the priority list of European voters and they are likely to become a key issue for the European elections.

Since the Swedish student activist Greta Thunberg made headlines by striking in front of Stockholm's Parliament House last summer, she has sparked a global movement with young people skipping school for striking across Europe and around the world. They are marching to make their voice heard and in order to urge decision-makers to take more ambitious climate actions. Popular concern about the climate change consequences has been on the rise as the October report by the UN Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) warns us about the urgency to tackle climate change if we want to keep the temperature increase below 1.5°C. Climate scientists have already pointed out the devastating effects for the planet in case change is not put in place.

Not only do people take the streets to express their concerns and demands, but they also take their government into the courtrooms to hold them accountable for their inaction to protect people from climate change impacts. A growing number of climate-related litigation cases against their governments' climate policies were launched all around Europe: in the Netherlands, Belgium, UK, Germany, Ireland, Portugal, France and Norway. Citizens are taking action and they are turning to the courts to protect their human rights in the face of the devastating impacts of climate change: from the increasing severity and frequency of heat waves to forest fires and flooding, climate change indubitably impacts people's rights, such as their right to health, right to live and right to conduct a business.

At the EU level, the so-called people's climate case has been launched last year bringing together ten families from the EU and abroad to challenge the EU's 2030 climate and energy targets. The plaintiffs claim that the goals for reducing emissions are insufficient and breach their fundamental rights.

Climate change on the political agenda

The ongoing protests and the overall growing awareness of environmental issues in public opinion have been a crucial factor of the Greens' success in some latest EU member states' elections. In particular, in Bavaria, the Greens became the second-placed party in the traditionally conservative state and they now represent the biggest party in the city of Munich. In Luxembourg, they were able to increase their share of vote by 50 per cent while achieving also good results in the Belgian local elections. Therefore, the European political group Greens/EFA are trying to take advantage of the recent «green wave» in order to continue to attract new voters in view of the European Elections in May 2019. As many voters are abandoning the traditional centre-left and centre-right parties, which seem to have run out of ideas, the Greens are eager to impose themselves as a credible alternative to the far-right populist parties.

In these elections, the stakes are unusually high and the progressive parties have to face the growing success of anti-European and anti-immigration parties. In order to oppose the politics of fear used by the far right to mobilize their voters, the European Greens are offering a positive and inclusive change in favour of environmental and social responsibility, freedom, democracy and openness to the world. Even though climate action should not be a partisan nor an elitist issue, still today not all political parties agree on its priority.

In the current legislative term, the European Parliament has been playing an important role in answering the citizens' call for action on climate matters. According to a recent ranking of EU political groups on climate action, only three groups stood up strongly for protecting European citizens from climate chaos: Greens/EFA, the European United Left/Nordic Green Left (GUE/NGL), and the Progressive Alliance of Socialists

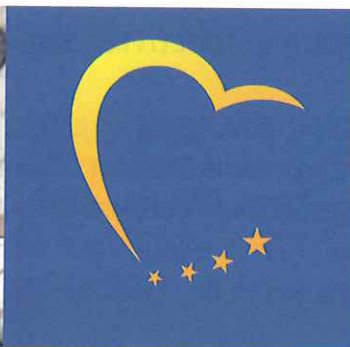
and Democrats (S&D). These three political groups continue to emphasize climate and environmental issues in their campaign for the upcoming EP elections. On the contrary, even though most of the parties, like ALDE (Alliance of Liberals and Democrats for Europe), have recognised the importance of these issues, they have not acted with the necessary urgency. Finally, the European People's Party (EPP), the European Conservatives and Reformists (ECR) and the Europe of Nations and Freedom (ENF) are placed at the bottom of the list, with some of their MEPs constantly opposing climate policies. However, with the growing attention to environmental protection, the centre-right and far right are also committing their electoral campaigns to favour the EU's climate action: the next legislation will show if they will keep their word.

Coming back to the green movement, despite the Greens' comeback in Northern Europe, the latest projections for the next European Parliament show their share of seats slightly decreasing, as in the last years they have failed to ensure support in some major EU countries like France, Italy, Portugal and Spain but also in Eastern Europe.

In fact, the green wave has been felt mostly in Western Europe and the deep East-West division on climate change has been highlighted also at the EU summit on 21-22 March. In fact, Poland, Hungary and the Czech Republic, also supported by Germany, have expressed their dissent in relation to the European Commission's plan to decarbonise the EU by 2050. The outcome has disappointed the environmental activists, as it is not the message expected after the large demonstrations of citizens of the last months. With a view to the elections, the question remains: will the progressive forces and their agenda on climate change and socially inclusive policies be able to counterbalance the aggressive narrative of far-right parties?

Evelyn Astuccia is a master's student at the ULB's Institute for European Studies





**#Ambitious
#EUROPE**



**We stand for an ambitious Europe
that protects, preserves our values,
creates opportunities
and empowers Europeans.**



#11

SPRING

2019

3,00 €

The Progressive Post

DATA SCIENCE VS DEMOCRACY

Featuring
contributions from :

Laurent Alexandre

Jean-Yves Camus

Jayati Ghosh

Eva Illouz

Paul Magnette

Paul Mason

Vincent Mosco

Anne Muxel

Frans Timmermans

Oliviero Toscani

Shoshana Zubo

...



SPECIAL COVERAGE
European Elections

NEXT DEMOCRACY

Who owns
Europe?

NEXT GLOBAL

European
Strategic Autonomy

NEXT SOCIAL

Health and
Inequalities

NEXT ECONOMY

Competitiveness without
Wage Moderation

NEXT ENVIRONMENT

EU Organic
Food Revolution

Quarterly : February - March - April

www.progressivepost.eu



Institute for European Studies of the ULB

Half a century of innovation in European Studies



WWW.IEE-ULB.EU



THE TEAM

Co-Presidents

Lorik Rexha
Zita Massing

Secretary General

Tibina Shanaj

Fundraiser

Elise Blaizot

Editors-in-chief

Niklas Franke
Lionel Legrand

Editors

Alexandre Van Gyzegem
Beatrice Pepe
Elise Legrand
Evelyn Astuccia
Frederic Göldner
Jean Stanislas Bareth
Juliette LeMaguer
Laura Schmeer
Luca Argini
Marina Tsikintikou
Mehdi Sénamaud-Bellamdaouar
Roberta Bendinelli
Robin Vanholme
Robin Hublet
Thibault Kotten
Thomas Dupont
Marzio P. Rotondo

Public Relations

Nadège Seguel

Team Public Relations -Events

Alix Bullman
Barbara Pellegrino
Camilia Habib
Fideline Dupont
Maxime Cayrou
Jean-Stanislas Bareth

Team Média

Zeynep Guven
Juliette LeMaguer
Anissa El Hamdi
Thomas-Alexander Roger
Hermine Sam



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

